

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 août 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "organisant l'intervention de la région dans les frais d'élaboration des plans particuliers d'affectation du sol", a donné le 5 octobre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 5 augustus 1992 door de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "tot regeling van de bijdrage van het Gewest in de kosten inzake het opmaken van de bijzondere bestemmingsplannen", heeft op 5 oktober 1992 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Il n'y a pas lieu de viser l'ordonnance du 23 juillet 1992 (1) étant donné que l'article 15 de l'ordonnance du 29 août 1991 n'est pas modifié par cette ordonnance. Les mots "modifiée par l'ordonnance du 23 juillet 1992" doivent dès lors être omis.

Proposant.

Le Conseil d'Etat a souvent fait observer - notamment dans son avis donné le 3 décembre 1990 sur l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, alors en projet, et dans ses avis sur les arrêtés d'exécution de cette ordonnance - que les secrétaires d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale ne sont pas membres de l'Exécutif de cette région et qu'ils ne sont pas, dès lors, habilités à proposer, exécuter et signer les arrêtés émanant de l'Exécutif.

Les mots "et du secrétaire d'Etat adjoint au ministre président" doivent être omis dans le proposant.

Ils doivent également l'être dans la signature.

(1) Cette date est celle qui figure dans le préambule du texte en projet.

Dispositif.Article 1er.

La disposition en projet peut être omise.

En effet, elle présente l'inconvénient de figer la norme référée, ce qui imposera la modification de l'arrêté en projet lors d'éventuelles modifications de l'ordonnance du 29 août 1991.

Mieux vaut reproduire, dans l'article 2 (devenant l'article 1er), l'intitulé complet de l'ordonnance du 29 août 1991 et, par la suite, dans les autres articles du projet, utiliser l'expression "l'ordonnance".

Article 2 (devenant l'article 1er).

En vertu de l'article 51, alinéa 1er, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, c'est à un auteur de projet agréé, désigné par le conseil communal, qu'il appartient d'élaborer un plan particulier d'affectation du sol.

En précisant que les plans sont établis "par les communes ou par les auteurs de projets privés que celles-ci désignent", la disposition en projet s'exprime en des termes qui ne concordent pas avec l'ordonnance du 29 août 1991. Comme il n'est pas nécessaire de préciser dans le texte en projet quelles sont les personnes chargées d'établir un plan, il convient d'omettre ces termes.

.../...

Par ailleurs, la disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article premier. Le présent arrêté s'applique aux plans particuliers d'affectation du sol d'une superficie au minimum d'un hectare ou couvrant au moins un îlot, établis conformément aux articles 49 à 58 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, dénommée ci-après "l'ordonnance"".

Article 3 (devenant l'article 2).

Les alinéas 2 et 3 peuvent être groupés en un alinéa unique, rédigé comme suit :

"Le montant de la subvention est égal à 60 p.c. du montant résultant du calcul effectué conformément au chapitre II. Le taux de ce pourcentage est porté à 100 lorsque le plan est établi ou modifié à l'initiative de l'Exécutif en vertu des articles 60 à 62 de l'ordonnance".

Article 4 (devenant l'article 3).

En ce qui concerne la première phrase de l'alinéa 2 et comme en a convenu le délégué de l'Exécutif, les mots "au 1er septembre 1992" sont inutiles et doivent être omis.

En outre, ainsi qu'en a également convenu le délégué de l'Exécutif, s'il y a lieu, à l'avenir, d'adapter la valeur du point pour tenir compte de l'évolution des

.../...

frais réels d'élaboration des plans, il serait plus simple que l'Exécutif modifie directement le montant prévu dans la première phrase de l'alinéa 2. La seconde phrase de l'alinéa 2 peut, dès lors, être omise.

Article 5 (devenant l'article 4).

1. Dans la phrase introductive, on écrira : "... selon l'équation suivante : ...".

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, 3°, f), alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis. La même observation vaut pour le f), alinéa 2, du même paragraphe et pour le paragraphe 2, alinéa 2.

3. Au paragraphe 1er, 7°, a), selon les explications du délégué de l'Exécutif, les réunions visées sont celles au cours desquelles, soit le dossier de base, soit le projet de plan, est présenté et discuté.

Le délégué de l'Exécutif a convenu, dès lors, que le texte doit être revu en conséquence.

Le texte néerlandais du même paragraphe, 7°, b), devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

4. Selon les explications données par le délégué de l'Exécutif, l'hypothèse visée au paragraphe 2, alinéa 2, est celle de plans qui, outre des zones bâties, comprennent d'importantes zones non bâties. En ce cas, des calculs particuliers doivent être effectués pour la détermination des coefficients X et Y. L'arrêté en projet devrait mieux préciser sur la base de quels critères ces coefficients seront déterminés en pareille hypothèse.

5. Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6 (devenant l'article 5).

L'alinéa 1er, 1^o, en projet serait mieux rédigé comme suit :

"1^o la décision ..., accompagnée d'une note indiquant les objectifs poursuivis et la description de l'objet de la mission d'élaboration du plan dont est chargé l'auteur de projet agréé;".

Le texte néerlandais du 2^o et du 3^o du même alinéa, ainsi que de l'alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 8 (devenant l'article 7).

Dans la version française, les mots "par carence" doivent être remplacés par les mots "du fait de la carence".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9 (devenant l'article 8).

1. Le premier alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 8. Il ne peut être accordé de subvention pour l'élaboration d'un plan particulier d'affectation du sol couvrant le périmètre provisoire d'une opération de rénovation urbaine dont l'étude a fait l'objet d'une subvention en application de l'arrêté royal du 20 novembre 1986 organisant le subventionnement de l'étude des périmètres provisoires des opérations de rénovation urbaine".

2. A l'alinéa 2, les mots "de la subvention suivante :" doivent être remplacés par les mots "d'une subvention dont le montant est déterminé sur la base de l'équation suivante :".

.../...

Article 10 (devenant l'article 9).

La seconde phrase pourrait constituer un alinéa distinct rédigé comme suit :

"Toutefois, les procédures de subvention qui sont encore en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent être poursuivies conformément aux dispositions de cet arrêté royal".

Observations finales.

1. Il y a lieu d'écrire, dans le texte français :

"Chapitre premier" et non "Chapitre 1er", "p.c." et non "pour-cent", "ou" et non "et/ou", "sur la base" et non "sur base" et "à la demande" et non "sur demande".

2. Les chiffres doivent s'écrire en toutes lettres.

Aanhef.

Er hoeft niet naar de ordonnantie van 23 juli 1992 (1) verwezen te worden aangezien artikel 15 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 niet door die ordonnantie gewijzigd wordt. De woorden "gewijzigd bij de ordonnantie van 23 juli 1992" moeten derhalve vervallen.

Voordrachtformulier.

De Raad van State heeft dikwijls opgemerkt - met name in zijn advies van 3 december 1990 over de indertijd ontworpen ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw en in zijn adviezen over de besluiten tot uitvoering van die ordonnantie - dat de Staatssecretarissen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geen lid zijn van de Executieve van dit Gewest en dat zij derhalve niet gemachtigd zijn om de besluiten die uitgaan van de Executieve voor te dragen, uit te voeren of te ondertekenen.

De woorden "en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" moeten in het voordrachtformulier vervallen.

Zij moeten eveneens vervallen in de ondertekening.

(1) Dit is de datum die in de aanhef van de ontworpen tekst vermeld wordt.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De ontworpen bepaling mag vervallen.

Zij heeft immers als nadeel dat zij de norm waarnaar verwezen wordt fixeert, waardoor bij eventuele wijzigingen van de ordonnantie van 29 augustus 1991 ook wijzigingen aangebracht zullen moeten worden in het ontworpen besluit.

Het zou beter zijn in artikel 2 (dat artikel 1 wordt) het volledige opschrift van de ordonnantie van 29 augustus 1991 weer te geven en vervolgens in de andere artikelen van het ontwerp de term "ordonnantie" te gebruiken.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

Krachtens artikel 51, eerste lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw is het de taak van een erkend ontwerper aangewezen door de gemeenteraad, een bijzonder bestemmingsplan op te maken.

In zoverre de ontworpen bepaling stelt dat de plannen opgemaakt worden "door de gemeenten of door de door hen aangewezen particuliere ontwerpers", stemmen de bewoordingen ervan niet overeen met de ordonnantie van 29 augustus

.../...

1991. Aangezien het niet noodzakelijk is om in de tekst aan te geven welke personen een plan moeten opmaken, is het dienstig die woorden weg te laten.

Overigens zou het beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de bijzondere bestemmingsplannen met een minimumoppervlakte van één hectare of die ten minste één huizenblok omvatten, opgemaakt overeenkomstig de artikelen 49 tot 58 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, hierna te noemen "de ordonnantie"".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Het tweede en het derde lid kunnen in één enkel lid worden samengebracht dat als volgt wordt geredigeerd :

"Het subsidiebedrag is gelijk aan 60 pct. van het bedrag dat berekend wordt overeenkomstig hoofdstuk II. Dat percentage wordt op 100 gebracht wanneer het plan opgemaakt of gewijzigd wordt op initiatief van de Executieve krachtens de artikelen 60 tot 62 van de ordonnantie".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

Wat de eerste zin van het tweede lid betreft zijn de woorden "op 1 september 1992" overbodig en dienen ze te

.../...

vervallen. De gemachtigde van de Executieve is het daarmee eens.

Bovendien zou het eenvoudiger zijn dat, wanneer in de toekomst de waarde van de punt aangepast dient te worden rekening houdend met het verloop van de reële kosten van het opmaken van de plannen, de Executieve meteen het bedrag, vermeld in de eerste zin van het tweede lid, wijzigt. Ook hier is de gemachtigde ambtenaar het ermee eens. De tweede zin van het tweede lid kan derhalve vervallen.

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

1. In de inleidende zin schrijve men : "... aan de hand van de volgende vergelijking : ...".

2. In paragraaf 1, 3°, f), derde lid, schrijve men "die in aanzienlijke mate voorhanden zijn", in plaats van "die op beduidende wijze aanwezig zijn". Dezelfde opmerking geldt voor f), tweede lid, van dezelfde paragraaf en voor paragraaf 2, tweede lid.

3. In paragraaf 1, 7°, a), zijn de bedoelde vergaderingen volgens de uitleg van de gemachtigde van de Executieve die vergaderingen tijdens welke hetzij het basisdossier, hetzij het ontwerp-plan voorgesteld en besproken wordt.

.../...

De gemachtigde van de Executieve is het er derhalve mee eens dat de tekst dienovereenkomstig herzien moet worden.

In de Nederlandse tekst van dezelfde paragraaf, 7°, b), dient "basisdossier" in één woord geschreven te worden.

Voorts schrijve men "welke" in plaats van "dewelke".

4. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Executieve betreft paragraaf 2, tweede lid, plannen die, naast de bebouwde zones, grote niet-bebouwde zones omvatten. In dat geval moeten bijzondere berekeningen uitgevoerd worden om de coëfficiënten X en Y te bepalen. In het ontworpen besluit zou nader bepaald moeten worden op basis van welke criteria de coëfficiënten in een dergelijk geval vastgesteld zullen worden.

5. In paragraaf 3 schrijve men "naargelang van" in plaats van "in functie van".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Het zou beter zijn het ontworpen eerste lid, 1°, als volgt te redigeren :

.../...

"1° de met redenen omklede beslissing ..., tezamen met een nota waarin de nagestreefde doeleinden worden vermeld en een beschrijving van de draagwijdte van de taak om het plan op te maken zoals zij aan de erkende ontwerper is opgedragen;".

Het zou beter zijn in 2° "din A4-formaat" te schrijven.

In 3° schrijve men "de aanwijzing van de erkende ontwerper".

In het tweede lid schrijve men "drie maanden" in plaats van "drie maand", "in voorkomend geval" in plaats van "desgevallend" en "het voorlopige bedrag" in plaats van "het voorlopig bedrag".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

In de Franse tekst dienen de woorden "par carence" vervangen te worden door de woorden "du fait de la carence".

In het tweede lid schrijve men : "... op een met redenen omkleed verzoek van de gemeente ...".

.../...

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 8. Er kan geen subsidie worden toegekend voor de uitwerking van een bijzonder bestemmingsplan dat de voorlopige omtrek van een stadskernvernieuwingsoperatie bestrijkt, waarvan de studie gesubsidieerd is met toepassing van het koninklijk besluit van 20 november 1986 houdende organisatie van de subsidiëring van de studie van de voorlopige omtrekken waarbinnen aan stadsvernieuwing dient te worden gedaan".

2. Het tweede lid zou aldus gesteld moeten worden :

"Indien het basisdossier inzake stadskernvernieuwing echter goedgekeurd is door de bevoegde overheid en er in verband met deze omtrek een bijzonder bestemmingsplan wordt opgemaakt, kan overeenkomstig de in artikel 6 bepaalde procedure een subsidie worden verleend waarvan het bedrag vastgesteld wordt op basis van de volgende vergelijking :".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

De tweede zin zou een afzonderlijk lid kunnen vormen dat als volgt geredigeerd wordt :

.../...

"De subsidieprocedures die nog lopen wanneer dit besluit van kracht wordt, kunnen evenwel overeenkomstig de bepalingen van dit koninklijk besluit worden voortgezet".

Slotopmerkingen.

1. Men dient te schrijven : "Pct." in plaats van "procent" en "of" in plaats van "en/of".

In de Franse tekst schrijve men : "Chapitre premier" in plaats van "Chapitre 1er", "sur la base" in plaats van "sur base" en "à la demande" in plaats van "sur demande".

2. De getallen dienen voluit geschreven te worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.